



Rapport annuel **2007**



**ODESIA**

## TABLE DES MATIÈRES

Message aux actionnaires	03
Rapport de gestion	04
Rapport des vérificateurs	12
États financiers	13
Notes afférentes aux états financiers	17
Renseignements sur la société	33

### Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007

Chers actionnaires,

Nous avons le plaisir de vous présenter notre rapport annuel 2007 portant sur nos activités de conseils en Business Intelligence et technologie de l'information. Plus que jamais le Business Intelligence s'impose au sein de toute entreprise, petite ou grande, désirent relever le niveau de performance de ses opérations. Il n'est donc pas étonnant de constater que la demande pour le savoir-faire d'ODESIA progresse sans-cesse. Grâce à notre approche unique, d'adapter les affaires et les technologies, nous saisissons de plus en plus d'occasions de croissance et nous accélérons notre développement international.

### Croissance stratégique

L'année 2007 fut marquée par une forte croissance de nos activités à l'international en France, en Suisse et au Mexique. En effet, 120 professionnels sont venus rejoindre nos rangs, portant le nombre d'employés du groupe à plus de 200 personnes; c'est cinq fois plus de conseillers qu'en 2005, lors de notre inscription sur la bourse de croissance de Toronto.

La stratégie de la Société est en partie axée sur la croissance par acquisitions afin d'élargir la gamme de services et d'étendre sa couverture géographique. En novembre 2007, la Société a procédé à l'acquisition de la firme mexicaine Resource IT, spécialisée dans la prestation de services de consultation Oracle. Cette acquisition ouvre un marché en pleine expansion pour nos services et vient étendre et améliorer notre savoir-faire technique avec la technologie Oracle.

Nous demeurons à l'affût d'occasions d'alliances stratégiques en Amérique et en Europe. Les opportunités restent nombreuses et nous avons identifié des cibles qui nous permettraient de relever nos expertises dans certains segments de marché. Nos recherches sont guidées par des critères de sélection rigoureux et nous mettons l'accent sur la capacité de partager la culture de l'entreprise et sur la capacité à innover constamment.

### Résultats financiers

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, notre chiffre d'affaires s'établit à 13,5M\$, comparativement à 7,9M\$ en 2006. Il s'agit d'une hausse de 68%, attribuable particulièrement à la décision d'augmenter notre présence en Europe, où notre bureau a enregistré une forte croissance des activités de consultations. Nous avons cependant subi une perte nette de 613K\$, qui est notamment attribuable à des frais non récurrents importants. Notre acquisition au Mexique, s'étant réalisée le 30 novembre 2007, nous avons seulement reconnu les résultats d'un mois d'exploitation.

### Perspectives

L'année 2007 a été marquée par de nombreux signes de consolidation notamment dans le secteur de l'édition de logiciel de Business Intelligence. Ainsi en l'espace de quelques mois des regroupements importants ont eu lieu : Oracle et Hyperion, SAP et Business Objects, et IBM et Cognos. Nous sommes d'avis que la consolidation du marché des intégrateurs devrait suivre dans les prochains mois.

Au chapitre des mesures fiscales, le budget du Québec du 13 mars 2008 confirme la mise en place des incitatifs favorisant le secteur des Technologies de l'Information jusqu'en 2015. À ce jour, nous sommes confiants que notre filiale canadienne sera admissible à ces nouvelles mesures.

### Assemblée générale annuelle des actionnaires

Les dirigeants d'ODESIA présenteront les initiatives importantes visant à accroître la valeur à long terme pour leurs actionnaires lors de l'assemblée générale annuelle qui aura lieu le 19 juin 2008, à Montréal. Au nom du conseil d'administration et de la direction d'ODESIA, nous vous invitons à assister à cette assemblée.

L'assemblée générale annuelle vous donne l'occasion d'entendre directement les exposés des hauts dirigeants de la Compagnie et de leur poser vos questions.

Nous vous encourageons à exercer les droits de vote rattachés à vos actions que vous confère votre procuration en utilisant le courrier, le téléphone ou Internet, selon les directives contenues dans la circulaire ci-jointe, ou en présentant en personne votre procuration signée avant le début de l'assemblée.

Veuillez agréer, chers actionnaires, l'expression de nos salutations distinguées.



Jacques Topping  
Le Président du conseil d'administration



Nicolas Bonnafous  
Le Président et CEO

### Analyse de l'exploitation et des résultats financiers par la direction et déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion (le « rapport ») porte sur les résultats d'exploitation de Groupe Odésia inc. (la « Société »), pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2007. Les commentaires contenus aux présentes visent à aider le lecteur à mieux comprendre les activités du Groupe Odésia inc. et relever les éléments-clés de ses états financiers.

Préparé conformément au Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue, ce rapport doit être lu en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 et les notes y afférentes. Les états financiers de la Société ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (« PCGR ») et à moins d'indication contraire, tous les montants sont exprimés en dollars canadiens. La préparation des états financiers selon les PCGR nécessite de la part de la direction l'utilisation d'estimations et d'hypothèses qui ont un effet sur les montants d'actif et de passif portés aux états financiers, sur la divulgation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants déclarés des revenus et des charges durant la période visée. Ces estimations sont basées sur l'expérience de la direction et sur d'autres hypothèses qu'elle croit être raisonnables dans les circonstances. Les lecteurs sont priés de se référer à la note 3 des états financiers pour une description de toutes les conventions comptables.

Les états financiers et le rapport ont été revus par le comité de vérification, des ressources humaines et de régie d'entreprise de la Société, et approuvés par son conseil d'administration le 28 avril 2008.

### Description des activités de la Société

La Société offre des solutions en intelligence d'affaires (BI) et en entrepôts de données aux grandes et moyennes entreprises depuis 1998. Elle s'est donné pour mission de soutenir sa clientèle dans sa démarche de conception et d'implantation d'une infrastructure décisionnelle contribuant à la vision stratégique de l'entreprise. La Société aide les entreprises à atteindre une performance optimale en leur faisant expérimenter le plein potentiel de la technologie d'intelligence d'affaires. Cette technologie leur donne les moyens d'accéder à l'information, de la traiter et de la transmettre à tous les niveaux de l'organisation de même qu'à leurs clients et à leurs partenaires d'affaires.

La stratégie de la Société est en partie axée sur la croissance par acquisitions afin d'élargir la gamme de services offerts à sa clientèle et d'étendre sa couverture géographique. C'est ainsi qu'au 30 novembre 2007, la Société a procédé à l'acquisition de la totalité des actions en circulation de Resource IT, une firme établie au Mexique et spécialisée dans la prestation de services professionnels de consultation en technologie de l'information. Cette acquisition s'est effectuée pour une contrepartie totale de 1 894 226 \$, dont l'émission de 2 222 222 actions ordinaires. En 2006, la Société avait acquis 70% des actions en circulation de BI Expert SAS (renommée Odésia Europe SAS), une société française de consultation en technologies de l'information oeuvrant en Europe.

### Faits saillants de l'exercice

L'exercice financier terminé le 31 décembre 2007 a été marqué par les éléments importants suivants :

- Le 30 novembre 2007, la Société a procédé à l'acquisition de Resource IT, tel qu'il est mentionné ci-dessus. Les résultats de Resource IT ont eu peu d'impact en 2007 car ils ne représentaient qu'un seul mois d'activité, soit la période après la date d'acquisition. La direction s'attend, pour la période de 12 mois en 2008, à ce que Resource IT contribue positivement aux résultats consolidés de la Société.
- Le 1 octobre 2007, la Société a acquis des contrats clients d'une valeur de plus de 1 500 000\$. Ces contrats devraient générer environ 2 700 000\$ de ventes annuelles, et la direction estime qu'ils vont générer des marges bénéficiaires positives.
- La Société a enregistré une croissance de son chiffre d'affaires de près de 5 500 000\$ par rapport à 2006 attribuable principalement par l'augmentation des ventes à l'international.
- La Société a encouru des frais non récurrents importants totalisant environ 720 000\$ qui ont affecté la profitabilité. Ces frais non récurrents représentent notamment des pertes sur contrat, des coûts d'implantation de contrat et des indemnités de cessation d'emploi. De plus, la Société a subi une perte de change de près de 135 000\$. La direction estime que ces frais non récurrents ne sont pas susceptibles de se répéter en 2008.

## Déclarations prospectives

Certaines affirmations de cette analyse constituent des énoncés prospectifs, lesquels sont sujets à des risques connus et inconnus, des incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent impliquer que les résultats, le rendement et les réalisations réelles de la Société, ou ceux de son secteur d'activités, différeront sensiblement des résultats, du rendement et des réalisations exprimés ou sous-entendus par ces énoncés prospectifs.

Les déclarations formulées d'après les attentes actuelles de la direction comportent des risques et des incertitudes inhérents, connus ou non. Des verbes, à la forme affirmative ou négative, tels que «croire», «prévoir», «estimer», «s'attendre», «viser» et «évaluer» ainsi que des expressions apparentées sont utilisés pour ces commentaires prospectifs. Ces déclarations expriment les intentions, projets, attentes ou opinions de la Société sous réserve de la matérialisation de risques, d'incertitudes et d'autres facteurs sur lesquels la Société n'a, dans bon nombre de cas, aucune emprise. Les résultats futurs pourraient être différents de ce qui est prévu. Le lecteur est mis en garde contre le risque d'accorder une confiance exagérée à toute information de nature prospective.

## Renseignements financiers choisis

	31 décembre 2007 12 mois Vérifiés	31 décembre 2006 12 mois Vérifiés	31 décembre 2005 7 mois Vérifiés	31 mai 2005 <sup>(1)</sup> 12 mois Vérifiés
Revenus	13 452 482 \$	7 999 764 \$	2 420 035 \$	5 089 328 \$
Bénéfice net / (Perte nette)	(613 176) \$	80 763 \$	(67 195) \$	219 656 \$
Bénéfice / (Perte) de base dilué(e) par action	(0,024) \$	0,003 \$	(0,004) \$	0,014 \$
Actif total consolidé	9 700 658 \$	4 773 809 \$	3 542 839 \$	2 155 323 \$
Passif à court terme consolidé	6 416 517 \$	2 196 883 \$	1 751 729 \$	1 757 586 \$
Passif à long terme consolidé	511 218 \$	29 905 \$	13 900 \$	134 720 \$

<sup>(1)</sup> Données financières de Odesia Solutions inc.

## Résultats d'exploitation

### Produits d'exploitation

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007 la Société a enregistré un chiffre d'affaires de 13 452 482\$, comparativement à 7 999 764\$ en 2006, une hausse de 5 452 718\$ ou 68%. Cette augmentation des revenus est attribuable à une forte croissance tant au niveau local qu'à l'étranger. En effet, les ventes de la filiale Odesia Solutions sont passées de 6 069 000\$ en 2006 à 8 688 000\$ en 2007, dont des ventes internationales qui ont augmenté de 242 000\$ en 2006 à 3 372 000\$ en 2007. Cette hausse est principalement attribuable à un contrat de sous-traitance qui s'est échelonné d'avril 2007 à octobre 2007, et à l'acquisition de contrats clients dont les revenus ont commencé en octobre 2007 ; ces contrats acquis génèrent des ventes annuelles d'environ \$2,7 millions. De plus, les ventes de la filiale Odesia Europe sont passées de 1 908 000\$ pour 10 mois en 2006, à 4 389 000\$ en 2007. Enfin, les ventes de la filiale Resource IT ne couvrent que le mois de décembre, soit la période après la date d'acquisition, et se sont élevées à 355 000\$.

### Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration

Le coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration de la Société s'est élevé à 14 025 162\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 comparativement à 7 793 528\$ en 2006, une hausse de 6 231 634\$ ou 80%.

Le coût des services fournis comprend principalement les salaires de nos collaborateurs, ainsi que les coûts directs de contrats. Étant donné que la Société oeuvre dans le domaine de la consultation, le coût des services fournis est hautement corrélé au chiffre d'affaires. En comparaison avec 2006, les marges brutes d'exploitation de 2007 ont été affectées négativement par différents éléments, notamment :

- La Société a dû comptabiliser des pertes d'environ 235 000\$ sur un contrat forfaitaire à cause de coûts supplémentaires occasionnés par des délais de prestations. Ce contrat était presque entièrement complété au 31 décembre 2007.
- La Société a encouru des coûts non récurrents d'environ 230 000\$ représentant des coûts d'implantation sur un contrat de sous-traitance. La Société n'anticipe pas d'engager de tels coûts en 2008.
- Le taux global de placement des ressources a été moins élevé qu'en 2006. En effet, il y a eu en 2007 plus de périodes d'inter-mandats pendant lesquelles les ressources n'étaient pas entièrement facturables à des clients ; la direction a pris la décision d'assumer ces périodes d'inter-mandats afin de garder ses ressources.
- La Société a entrepris au cours de 2007 diverses initiatives de développement de nouvelles lignes de service, notamment en « supply chain » ; ces investissements en temps et en ressources n'ont pas d'effet immédiat à court terme sur les résultats mais, de l'avis de la direction, seront porteurs dans les prochains mois.
- Aussi, le différent mixte de ventes a généré de moindres marges bénéficiaires, par exemple dans le cas de contrats de sous-traitance comparativement à des contrats en direct.

En comparaison avec 2006, les frais d'exploitation et d'administration de 2007 ont été affectés négativement par différents éléments, notamment :

- La Société a comptabilisé des indemnités de cessation d'emploi d'environ 254 892\$
- La perte de change de 2007 s'est élevée à 134 635\$ comparativement à un gain de 82 279\$ en 2006, une variation de 216 914\$. Étant plus présents internationalement, une portion importante de nos activités se concluent en devises autres que le dollar canadien. Conséquemment, nos résultats sont affectés par les fluctuations de taux de change face à la devise euro, franc suisse, peso mexicain et le dollar américain. Le gros de la perte s'explique par le fait d'une appréciation importante du dollar canadien face à l'euro, et ce en peu de temps, alors qu'au cours de cette période, des ventes à l'international étaient importantes mais dont les coûts étaient en dollar canadien
- En 2006, la Société avait généré un gain sur règlement de prix d'achat de 68 574\$.
- Au cours de 2007, la Société a mis en place chez Odésia Europe une structure opérationnelle plus adéquate en vue de supporter la forte croissance des affaires en Europe
- Les frais financiers se sont élevés à 143 478\$ en 2007 comparativement à 3 307\$ en 2006, une variation de 140 171\$ ; ces frais financiers ont été occasionnés par la forte croissance du volume d'affaires et par l'acquisition des contrats clients d'environ \$1,5 millions et l'acquisition de Resource IT.

Les crédits d'impôt pour la zone de commerce électronique constatés aux résultats de la filiale Odésia Solutions se sont élevés à 1 037 736\$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, comparativement à 986 519\$ en 2006 ; ces crédits ont été comptabilisés en diminution des salaires des collaborateurs. Le programme fiscal pour ces crédits se termine le 31 décembre 2007. Par contre, lors du dépôt de son budget le 13 mars 2008, le gouvernement du Québec a introduit une nouvelle mesure fiscale pour le développement des affaires électroniques, visant à consolider le développement des technologies de l'information dans l'ensemble du Québec. Cette mesure permet aux sociétés admissibles d'obtenir un crédit d'impôt remboursable jusqu'au 31 décembre 2015. Ce crédit d'impôt remboursable est égal à 30 % des salaires versés à des employés admissibles, jusqu'à concurrence de 20 000\$ par employé. La direction de la Société entend déposer son dossier pour approbation, et elle estime que rien ne porte à croire qu'elle ne sera pas admissible à cette nouvelle mesure.

## Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration (suite)

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la Société a octroyé 80 000 options d'achat d'actions comparativement à 937 000 en 2006. Le coût de cette rémunération à base d'actions aux employés, qui couvre la période d'acquisition des droits sur les options octroyées, s'est élevé à 53 592\$ en 2007 et à 64 183\$ en 2006. En vertu du régime d'unités différées en actions, la Société a émis 151 417 unités en 2007 comparativement à 163 823 unités en 2006. Le coût de cette rémunération à base d'actions aux administrateurs indépendants du conseil d'administration de la Société s'est élevé à 72 074\$ en 2007 et à 68 893\$ en 2006.

## Perte nette

La perte nette pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 s'est élevée à 613 176\$ ou 0,024\$ par action, comparativement à un bénéfice net de 80 763\$ ou 0,003\$ par action en 2006. La perte nette de 2007 est largement tributaire des éléments non récurrents contenus dans le coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration, ainsi que des décisions d'affaires qui, sans rapporter à court terme, auront un impact positif dans les prochains mois. De plus, la perte nette de 2007 comprend une charge d'amortissement d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels de 257 976\$ alors que cette charge en 2006 s'élevait 53 991\$, une variation de 203 985\$. Ceci s'explique essentiellement par une charge d'amortissement d'actifs incorporels plus importante à la suite de l'acquisition des contrats clients d'environ \$1,5 millions et l'acquisition de Resource IT ; cette charge n'a pas d'impact sur les flux de trésorerie de la Société. Enfin, des pertes fiscales d'Odésia Europe d'environ 287 000\$ n'ont pas été valorisées et par conséquent, environ 89 000\$ d'avantage fiscal n'a pas été comptabilisé dans le recouvrement d'impôts futurs de 2007.

## Quatrième trimestre

Au cours du quatrième trimestre, soit la période de trois mois terminée le 31 décembre 2007, la société a enregistré des ventes de 3 621 184\$ comparativement à 2 692 918\$ au cours du quatrième trimestre 2006, une augmentation de 928 266\$. Cette hausse est attribuable à l'augmentation générale du volume d'affaires, et à la comptabilisation des ventes de Resource IT après la date d'acquisition, soit environ 355 000\$. Le coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration de la Société s'est élevé à 3 879 386\$ pour ce quatrième trimestre 2007 comparativement à 2 656 824\$ en 2006, une hausse de 1 222 562\$ ou 46%. La perte nette pour le trimestre s'est élevée à 301 619\$ comparativement à un bénéfice net de 24 877\$ en 2006. La performance du trimestre a été affectée, entre autres, par les éléments suivants : perte sur contrat forfaitaire d'environ 90 000\$; coûts non récurrents de 110 000\$ sur un contrat de sous-traitance ; amortissement d'actifs incorporels d'environ 158 000\$ à la suite de l'acquisition des contrats clients d'environ \$1,5 millions et l'acquisition de Resource IT ; des frais financiers d'environ 85 000\$ occasionnés par la forte croissance du volume d'affaires et par l'acquisition des contrats clients d'environ \$1,5 millions et l'acquisition de Resource IT.

## Données trimestrielles non vérifiées

Le tableau suivant présente des données trimestrielles pour lesquelles la société a publié des états financiers intermédiaires.

	T1 31 mars \$	T2 30 juin \$	T3 30 septembre \$	T4 31 décembre \$
<b>2007</b>				
Revenus	2 561 932	3 854 181	3 415 185	3 621 184
Perte nette et résultat étendu	(110 421)	(5 790)	(195 346)	(301 619)
Perte par action de base et diluée	(0,004)	(0,000)	(0,008)	(0,012)
<b>2006</b>				
Revenus	1 268 240	1 728 861	2 309 745	2 692 918
Bénéfice net (perte) et résultat étendu	(48 938)	(131 912)	236 736	24 877
Bénéfice (perte) par action de base et diluée	(0,0021)	(0,0055)	0,01	0,01

## Données sur les actions en circulation

Les informations relatives aux actions en circulation sont résumées par le tableau ci-dessous :

	2007	2006
Actions ordinaires en circulation	27 867 886	25 635 664
Options d'achat d'actions en circulation	522 500	937 500
Bons de souscription en circulation	4 010 664	4 170 850
Actions ordinaires en circulation sur une base diluée	32 401 050	30 744 014

Les bons de souscription venaient à échéance le 31 janvier 2008 et aucun de ces bons n'a été exercé.

## Bilan

L'actif total de la Société se chiffrait à 9 700 658\$ au 31 décembre 2007 alors qu'il était de 4 773 809\$ au 31 décembre 2006, une hausse de 4 926 849\$. L'actif à court terme s'élevait à 6 058 140\$ au 31 décembre 2007 comparativement à 4 190 177\$ au 31 décembre 2006, une hausse de 1 867 963\$. Cette hausse est causée principalement par l'augmentation des débiteurs, partiellement compensée par une diminution de l'encaisse et du placement temporaire. Les débiteurs sont passés de 3 347 920\$ au 31 décembre 2006 à 5 469 675\$ au 31 décembre 2007. Ces débiteurs incluent des comptes clients de 2 264 523\$ au 31 décembre 2006 et de 3 093 829\$ au 31 décembre 2007, la hausse des comptes clients est attribuable à l'augmentation du volume d'affaires, et à l'inclusion des comptes de la filiale Resource IT en date de fin d'exercice. Les débiteurs incluent également le solde à recevoir des crédits d'impôts pour la zone de commerce électronique, qui s'élevait à 2 286 893\$ au 31 décembre 2007 comparativement à 1 041 077\$ au 31 décembre 2006 ; la hausse de ce solde est due au fait que les crédits d'impôts de 2006 ont été encaissés en février 2008.

Les principales variations de l'actif à long terme comprennent la comptabilisation d'un crédit d'impôt à la recherche de 254 967\$ auquel se qualifie Odésia Europe, une diminution du placement à terme, et une augmentation des actifs incorporels et de l'écart d'acquisition à la suite de l'acquisition des contrats clients d'environ \$1,5 millions et l'acquisition de Resource IT.

Le passif à court terme s'élevait à 6 416 517\$ au 31 décembre 2007, alors qu'il était de 2 196 883\$ au 31 décembre 2006, une hausse de 4 219 634\$. L'emprunt bancaire, supporté par les comptes clients et les crédits d'impôts, est passé à 1 822 089\$ au 31 décembre 2007 alors qu'il était inutilisé au 31 décembre 2006. La hausse des comptes fournisseurs et charges à payer de 1 852 110\$, soit 1 766 635\$ au 31 décembre 2006 et 3 551 119\$ au 31 décembre 2007, provient de l'augmentation des salaires et charges à payer, en relation directe avec l'augmentation du volume d'affaires et à l'inclusion des comptes de la filiale Resource IT en date de fin d'exercice. Le passif à court terme du 31 décembre 2007 comprend également 475 000\$ représentant la partie court terme du solde total de 788 390\$ du prix d'achat de Resource IT.

L'augmentation du capital-actions en 2007 provient essentiellement de l'émission d'actions ordinaires d'une valeur de 780 836\$, émises en règlement partiel de l'acquisition de Resource IT.

Au 31 décembre 2007, la Société ne rencontrait pas ses ratios financiers requis par la banque en ce qui a trait au ratio de fonds de roulement minimum et de ratio maximum de dette totale à l'avoir. Cette situation a été causée en grande partie par la perte nette de l'exercice et par l'acquisition des contrats clients d'environ \$1,5 millions et l'acquisition de Resource IT.

## Liquidités et ressources financières

Au 31 décembre 2007, la Société avait en trésorerie et équivalents de trésorerie un montant de 261 382\$, comparativement à 757 581\$ au 31 décembre 2006. Aussi, le fonds de roulement au 31 décembre 2007 était négatif de 358 377\$ alors qu'il était positif de 1 993 294\$ au 31 décembre dernier. Cette ponction au niveau de la trésorerie et du fonds de roulement est principalement attribuable à l'acquisition des contrats clients d'environ \$1,5 millions et l'acquisition de Resource IT. La direction estime que ces acquisitions vont générer des flux monétaires importants et renflouer le fonds de roulement au cours des prochains mois.

Au cours de 2007, la Société a renégocié certains paramètres de sa facilité de crédit et le financement de ses crédits d'impôts pour une enveloppe globale d'environ 2,7M\$.

### Flux de trésorerie

#### Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, les flux de trésorerie utilisés par les activités d'exploitation se sont élevés à 1 812 169\$ comparativement à 341 574\$ en 2006. L'augmentation de cette utilisation de flux provient essentiellement de la perte de l'exercice et de l'augmentation des crédits d'impôts.

#### Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

Les flux de trésorerie utilisés par activités d'investissement au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007 se sont élevés à 296 869\$ comparativement à 492 468\$ en 2006. La variation de l'utilisation de ces fonds provient de l'acquisition des contrats clients et de l'acquisition de Resource IT.

#### Flux de trésorerie liés aux activités de financement

Les flux de trésorerie générés par les activités de financement se sont élevés à 1 812 839\$ au cours de l'exercice 2007 comparativement 193 185\$ en 2006. Cette variation s'explique par l'augmentation des emprunts bancaires qui ont comblé les besoins de trésorerie liés à la croissance stratégique, alors qu'en 2006, les besoins de trésorerie liés à la croissance organique avaient été comblés par l'émission d'actions.

### Instruments financiers

La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés.

### Transaction hors bilan

La Société n'a réalisé aucune transaction hors bilan au cours de 2007.

### Modifications comptables

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la Société a adopté les nouvelles recommandations du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (Manuel de l'ICCA) incluses au chapitre 1506, *Modifications comptables*, au chapitre 1530, *Résultat étendu*, au chapitre 3855, *Instruments financiers - Comptabilisation et évaluation*, au chapitre 3861, *Instruments financiers - informations à fournir et présentation*, au chapitre 3865, *Couvertures* et au chapitre 3251, *Capitaux propres*. Ces modifications sont plus amplement détaillées à la Note 2 des états financiers consolidés. L'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la société et à la préparation des états financiers selon les PCGR. Le président et chef de la direction et chef intérimaire de la direction financière a effectué une évaluation afin de déterminer si la Société a, au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, apporté des modifications à ce mécanisme de contrôle qui ont eu ou pourraient vraisemblablement avoir sur ce dernier des effets notables. Aucune modification de ce genre n'a été identifiée à partir de cette évaluation.

La Société et son comité de vérification ont mis en place une politique de dénonciation telle que requise par le règlement 52-110.

### Facteurs de Risques

Les affaires de la Société sont généralement sujettes à certains risques qui sont décrits comme suit :

#### *Dépendance envers les clients importants*

Un nombre limité de clients a, dans le passé, généré une partie importante des produits d'exploitation de la Société. La concentration des produits d'exploitation de la Société auprès d'un nombre limité de clients peut faire en sorte que ses produits d'exploitation et bénéfices fluctuent de manière appréciable d'un trimestre à l'autre. La Société s'attend à ce que, dans un avenir prévisible, les produits d'exploitation attribuables à un nombre relativement limité de clients continuent de représenter un pourcentage important de ses produits d'exploitation et rien ne garantit que les clients de la Société, y compris ses clients importants, continueront d'utiliser ses solutions ou qu'ils continueront à les utiliser au même degré qu'auparavant. La perte d'un ou de plusieurs des clients importants de la Société ou une réduction importante de leur utilisation des services et solutions de la Société, y compris une perte ou une réduction causée par des facteurs hors du contrôle de la Société, pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société. En outre, des retards dans le recouvrement (ou l'impossibilité de recouvrer) des comptes à recevoir de l'un des clients importants de la Société pourraient avoir des conséquences défavorables importantes sur ses liquidités ou son fonds de roulement.

### ***La gestion de la croissance et le développement de marché***

La Société prévoit que ses activités et l'industrie dans laquelle elle est active continueront d'évoluer rapidement. La Société prévoit augmenter de façon importante ses efforts de commercialisation, sa capacité de fournir des solutions et services à ses clients, tant au Canada qu'à l'étranger, et le nombre de personnes à son emploi. Si la Société connaît une croissance rapide, sa capacité à être rentable pourra dépendre, entre autres, de sa capacité à gérer en même temps un nombre important de ressources humaines et de projets en intelligence d'affaires. Le défaut des dirigeants de la Société de réagir avec efficacité aux changements technologiques et dans les conditions d'affaires, et de gérer ces changements, pourrait avoir des conséquences défavorables importantes sur les activités, la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

### ***L'importance et les coûts de la main-d'oeuvre***

La Société dépendra des services de ses employés spécialisés et de son personnel de direction. La perte de l'une de ces personnes pourrait avoir une incidence défavorable importante sur l'entreprise, ses résultats d'exploitation et sa situation financière. La réussite de la Société sera largement tributaire de son habileté continue à identifier, embaucher, former, motiver et conserver des employés de direction, employés spécialisés et du personnel de vente et de commercialisation hautement compétent. La concurrence à l'égard de ses employés peut être intense et la Société ne peut assurer qu'elle sera en mesure d'attirer du personnel spécialisé ou de direction hautement compétent à l'avenir. Son incapacité à attirer et à conserver le personnel de direction et technique, les employés des ventes et de commercialisation nécessaire pourrait avoir une incidence défavorable sur sa croissance et sa rentabilité future. La Société pourrait être obligée d'augmenter la rémunération versée aux employés actuels ou aux nouveaux employés de façon telle que ses dépenses d'exploitation pourraient être substantiellement augmentées.

### ***La concurrence et l'évolution technologique***

Le marché canadien et nord-américain des spécialistes de l'intelligence d'affaires est l'affaire d'entreprises de modeste taille. Généralement, ces entreprises se spécialisent dans un champ d'activités très pointu et très peu d'entre elles offrent des services complets dans ce domaine. Dans le but de demeurer à la fine pointe de la technologie, la Société devra développer une gamme complète de solutions. Que ce soit une concurrence livrée par de nouveaux arrivants offrant des solutions d'intelligence d'affaires, ou d'entreprises déjà établies, la concurrence au sein de l'industrie d'intelligence d'affaires d'entreprises offrant des solutions semblables à celles qu'offrira la Société devrait augmenter au cours des prochaines années. Certains concurrents de la Société pourraient avoir des ressources financières, techniques et de commercialisation qui pourraient être significativement supérieures à celles de la Société. Des progrès technologiques et le développement de certains produits ou solutions par des concurrents de la Société pourraient avoir pour effet de rendre désuets les produits ou solutions de la Société ou d'en réduire leur utilité pour les clients.

### ***Incertitude reliée au marché des technologies de l'information***

Le marché à l'égard des services que la Société offrira, est tributaire des conditions économiques qui touchent le marché des technologies de l'information, plus particulièrement les services offerts en matière d'intelligence d'affaires. Des replis de l'économie pourraient faire en sorte que les clients annulent ou retardent des commandes à l'égard de ces services. Dans ce contexte, les clients pourraient connaître des difficultés financières, ne pas s'offrir ces services ou reporter les budgets pour la mise en place des solutions offertes par la Société ou cesser de faire affaires. À son tour, cette situation pourrait entraîner des cycles de vente plus longs, des retards ou des défauts de paiement ou de perception ainsi que des pressions sur les prix ce qui ferait en sorte que la Société réaliserait des revenus et des marges inférieurs.

### ***Taux de change***

Les résultats de la Société peuvent être affectés par les fluctuations du taux de change entre les devises étrangères et le dollar canadien. En effet, l'une des stratégies de la Société est de développer le volet international et ainsi ses revenus et ses dépenses peuvent être libellés en devises canadienne et étrangères, principalement américaine, européenne et mexicaine, dans des proportions différentes. Ceci peut avoir une incidence défavorable ou favorable selon les fluctuations des taux de change sur la situation financière et les résultats d'exploitation de la Société.

**Vous trouverez davantage de renseignements concernant la Société en consultant le site de Sedar ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).**

Montréal, le 28 avril 2008



Nicolas Bonnafous, président et chef de la direction  
et chef intérimaire de la direction financière

## Responsabilités de la direction à l'égard de la présentation de l'information financière

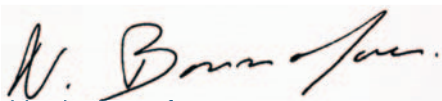
Les états financiers de Groupe Odésia Inc. et toute l'information contenue dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction. Les états financiers consolidés ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin d'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement à tous égards importants. L'information financière présentée ailleurs dans le rapport annuel est concordante avec les états financiers consolidés. La société maintient des systèmes de contrôles internes comptables et administratifs de qualité. Ces systèmes ont pour objet de fournir un degré raisonnable de certitude que l'information financière est pertinente, fiable et exacte et que l'actif de la société est correctement comptabilisé et bien protégé.

Le conseil d'administration est chargé de s'assurer que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information et il est l'ultime responsable de l'examen et de l'approbation des états financiers consolidés. Le conseil s'acquitte de cette responsabilité principalement par l'entremise de son comité de vérification.

Le comité de vérification est nommé par le conseil d'administration et est composé d'administrateurs externes. Le comité rencontre périodiquement la direction ainsi que les vérificateurs afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière et des questions de vérification, et afin d'examiner les états financiers consolidés et le rapport des vérificateurs externes. Le comité fait part de ses constatations lorsque le conseil d'administration approuve la publication des états financiers consolidés à l'intention des actionnaires.

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L., une firme indépendante de comptables agréés, a reçu le mandat de vérifier les états financiers consolidés de la société et de fournir une opinion à leur égard.

Le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés de la société sur les recommandations du comité de vérification.



Nicolas Bonnafous  
Président et chef de la direction  
et chef de la direction financière par intérim  
Le 28 avril 2008

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Bureau 2000  
Tour de la Banque Nationale  
600, rue De La Gauchetière Ouest  
Montréal (Québec) H3B 4L8  
Téléphone : 514 878-2691  
Télécopieur : 514 878-2127  
www.rcgt.com

### Aux actionnaires du Groupe Odesia Inc.

Nous avons vérifié les bilans consolidés de la société GROUPE ODÉSIA INC. aux 31 décembre 2007 et 2006 et les états consolidés des résultats et résultat étendu, des bénéfices non répartis (déficit) et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 décembre 2007 et 2006, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

*Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.*

Raymond Chabot Grant Thornton S.E.N.C.R.L.  
Comptables agréés

Montréal (Québec)  
Le 28 avril 2008

## RÉSULTATS ET RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre	2007 \$	2006 \$
<b>Chiffre d'affaires</b>	13 452 482	7 999 764
Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration	14 025 162	7 793 528
Bénéfice (perte) avant amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(572 680)	206 236
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels	257 976	53 991
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(830 656)	152 245
<b>Impôts sur les bénéfices (note 6)</b>		
Exigibles	--	28 480
Futurs (recouvrés)	(207 425)	37 546
	(207 425)	66 026
Bénéfice (perte) avant part des actionnaires sans contrôle	(623 231)	86 219
Part des actionnaires sans contrôle	(10 055)	5 456
<b>Bénéfice net (perte nette) et résultat étendu</b>	<b>(613 176)</b>	<b>80 763</b>
Bénéfice net (perte nette) par action, de base et dilué(e) (note 7)	(0,024)	0,003

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés et les notes 4 et 5 fournissent d'autres informations sur les résultats consolidés.

## BÉNÉFICES NON RÉPARTIS (DÉFICIT) CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre	2007 \$	2006 \$
Bénéfices non répartis au début	148 485	67 722
Bénéfice net (perte nette)	(613 176)	80 763
Bénéfices non répartis (déficit) à la fin	(464 691)	148 485

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**BILANS CONSOLIDÉS**

Aux 31 décembre	2007 \$	2006 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif à court terme</b>		
Encaisse	261 382	557 581
Placement temporaire, taux préférentiel moins 2,2 %, échéant en mai 2007	--	200 000
Débiteurs (note 8)	5 469 675	3 347 920
Contrats en cours	24 315	47 795
Frais payés d'avance	191 593	36 881
Impôts futurs	111 175	
	6 058 140	4 190 177
Placement à terme, 3 %, échéant en février 2009	--	250 000
Crédit d'impôt à la recherche à recevoir	254 967	--
Immobilisations corporelles (note 9)	219 088	149 115
Autres actifs (note 10)	71 658	44 387
Actifs incorporels (notes 11 et 17)	2 066 532	46 500
Écarts d'acquisition (note 17)	954 076	35 565
Impôts futurs	76 197	58 065
	9 700 658	4 773 809
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif à court terme</b>		
Emprunts bancaires (note 12)	1 822 089	--
Comptes fournisseurs et charges à payer	3 551 119	1 766 635
Impôts sur les bénéfices à payer	29 703	28 588
Revenus perçus par anticipation	127 739	104 585
Versements sur la dette à long terme	475 000	13 900
Impôts futurs	410 867	283 175
	6 416 517	2 196 883
Dette à long terme (note 13)	320 945	--
Part des actionnaires sans contrôle	--	10 055
Impôts futurs	190 273	19 850
	6 927 735	2 226 788
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital-actions et bons de souscription (note 14)	3 091 463	2 318 975
Surplus d'apport (note 15)	146 151	79 561
Bénéfices non répartis (déficit)	(464 691)	148 485
	2 772 923	2 547 021
	9 700 658	4 773 809

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le conseil,

  
Nicolas Bonnafous, administrateur

  
Jan Czech, administrateur

## FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Exercices terminés les 31 décembre	2007 \$	2006 \$
<b>Activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net (perte nette)	(613 176)	80 763
Éléments sans effet sur la trésorerie		
Amortissement des immobilisations corporelles et des actif incorporels	257 976	53 991
Frais d'intérêts implicites (note 13)	7 555	--
Part des actionnaires sans contrôle	(10 055)	5 456
Gain sur règlement du solde de prix d'achat de Topinet Inc.	--	(68 574)
Rémunération à base d'actions	125 666	133 076
Impôts futurs	(207 425)	37 546
Crédit d'impôt à la recherche	(254 967)	--
Variation d'éléments du fonds de roulement (note 16)	(1 117 743)	(583 832)
	(1 812 169)	(341 574)
<b>Activités d'investissement</b>		
Placement temporaire	200 000	(200 000)
Placement à terme	250 000	(250 000)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(89 774)	(107 680)
Acquisition d'autres actifs	(5 196)	(26 148)
Acquisition d'actifs incorporels	(316 435)	--
Acquisitions d'entreprises (note 17)	(30 464)	91 360
Paiements relatifs à l'acquisition d'entreprises (note 17)	(305 000)	--
	(296 869)	(492 468)
<b>Activités de financement</b>		
Emprunts bancaires	1 822 089	(300 000)
Remboursements de la dette à long terme	(13 900)	(71 680)
Émission d'actions	4 650	600 000
Frais d'émission d'actions	--	(35 135)
	1 812 839	193 185
<b>Diminution nette de l'encaisse</b>	(296 199)	(640 857)
<b>Encaisse au début</b>	557 581	1 198 438
<b>Encaisse à la fin</b>	261 382	557 581

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

### 01 Statuts, nature des activités et continuité de l'exploitation

La société, constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions de régime fédéral, offre des solutions en intelligence d'affaires et en entrepôts de données aux grandes et moyennes entreprises. La société s'est donné pour mission de soutenir sa clientèle dans sa démarche de conception et d'implantation d'une infrastructure décisionnelle contribuant à la vision stratégique de l'entreprise.

Les états financiers ont été préparés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et l'hypothèse de la continuité de l'exploitation, laquelle prévoit que la société sera en mesure de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dans le cours normal de ses activités.

Compte tenu de la perte d'exploitation survenue au cours de l'exercice et d'un fonds de roulement négatif qui a causé le manquement aux exigences de l'institution financière relatives aux emprunts bancaires, la capacité de la société de réaliser ses actifs et d'acquitter ses dettes dépend du maintien du soutien financier de la part de l'institution financière sous forme d'emprunts bancaires au montant de 1 822 089 \$. De ce solde, un montant de 713 521 \$ a fait l'objet d'un remboursement en février 2008.

Les états financiers n'ont pas subi les rajustements qu'il serait nécessaire d'apporter aux valeurs comptables des actifs et des passifs, aux produits et aux charges présentés et au classement utilisé dans le bilan si l'hypothèse de la continuité de l'exploitation ne convenait pas.

### 02 Modification comptable

#### Normes récentes adoptées

Le 1er janvier 2007, conformément aux dispositions transitoires applicables, la société a adopté les nouvelles recommandations de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) incluses dans les chapitres 1530, « Résultat étendu », 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation », 3861, « Instruments financiers – informations à fournir et présentation », et 3251, « Capitaux propres ». Ces nouveaux chapitres du Manuel de l'ICCA contiennent, entre autres, des normes exhaustives relativement à la constatation, à la mesure, à la présentation et à la divulgation relatives aux instruments financiers et décrivent quand et comment la comptabilité de couverture peut être utilisée.

L'adoption de ces normes n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés.

De façon sommaire, ces nouvelles règles :

- exigent qu'une entité comptabilise ses actifs et passifs financiers à la juste valeur à chaque date de clôture, sauf exception;
- établissent les règles déterminant à quel moment un actif ou un passif financier doit être comptabilisé au bilan;
- établissent des normes précises relatives à la comptabilisation et à la présentation des coûts de transaction relatifs aux actifs et passifs financiers, ainsi qu'à leur passation en charges subséquentes;
- introduisent une nouvelle mesure des résultats atteints : le résultat étendu, qui correspond aux variations des capitaux propres ou de l'actif net d'une entreprise au cours d'une période, découlant d'opérations sans rapport avec les propriétaires.

L'application de ces règles nécessite une classification de l'ensemble des actifs et passifs financiers de la société en catégories pour lesquelles des règles bien définies dictent les normes à mettre en application. La société a effectué le classement suivant :

- L'encaisse est classée à titre d'actifs financiers détenus à des fins de transaction. Elle est évaluée à la juste valeur qui correspond au coût dans le cas de cet instrument financier;
- Le placement temporaire et le placement à terme sont désignés par la société comme étant détenus à des fins de transaction. Ils sont évalués à la juste valeur et les variations de la juste valeur sont comptabilisées à l'état des résultats;
- Les comptes clients et les autres débiteurs sont classés comme prêts et créances. Ils sont comptabilisés au coût moins toute provision pour créances douteuses;

### 02 Modification comptable (suite)

- Les comptes fournisseurs et charges à payer, les emprunts bancaires et la dette à long terme sont classés comme autres passifs financiers. Ils sont comptabilisés au coût et, subséquemment, au coût après amortissement en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif;
- Les autres éléments non énumérés ci-dessus inclus dans le bilan ne sont pas considérés comme des instruments financiers selon le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation ».

Les coûts de transaction associés aux actifs et passifs financiers, s'il y a lieu, sont comptabilisés à l'état des résultats consolidés au poste Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration.

Le 1er janvier 2007, conformément aux dispositions transitoires applicables, la société a appliqué les recommandations du Manuel de l'ICCA incluses dans le nouveau chapitre 1506, « Modifications comptables ». Ce chapitre, entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2007, établit les critères de changement de méthodes comptables ainsi que le traitement comptable et l'information à fournir relative aux changements de méthodes comptables, aux changements d'estimations comptables et aux corrections d'erreurs.

De plus, la nouvelle norme exige la communication des nouvelles sources premières de principes comptables généralement reconnus, publiées mais non encore entrées en vigueur ou non encore adoptées par la société. La nouvelle norme n'a pas d'incidence sur les résultats financiers de la société.

#### Normes comptables futures

##### *Instruments financiers – informations à fournir*

Le nouveau chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir », entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2007, décrit l'information à fournir par les entités relativement à l'importance des instruments financiers par rapport à la situation et à la performance financières de l'entité ainsi que la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers auxquels l'entité est exposée et la façon dont l'entité gère ces risques. Ce chapitre complète les principes de comptabilisation, d'évaluation et de présentation des instruments financiers énoncés dans le chapitre 3855, « Instruments financiers – comptabilisation et évaluation ».

Cette nouvelle norme couvre seulement les informations à fournir et n'aura pas d'incidence sur les états financiers de la société.

##### *Instruments financiers – présentation*

Le nouveau chapitre 3863, « Instruments financiers – présentation », entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2007, établit les normes de présentation pour les instruments financiers et les dérivés non financiers. Il vient compléter les normes de présentation du chapitre 3862, « Instruments financiers – informations à fournir ».

Cette nouvelle norme couvre seulement les informations à fournir et n'aura pas d'incidence sur les états financiers de la société.

##### *Informations à fournir concernant le capital*

Le chapitre 1535, « Informations à fournir concernant le capital », entrant en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2007, établit les normes relatives à l'information à fournir sur le capital de l'entité et la façon dont il est géré afin de permettre aux utilisateurs de ces états financiers d'évaluer les objectifs, politiques et procédures de gestion de son capital.

Cette nouvelle norme couvre seulement les informations à fournir et n'aura pas d'incidence sur les états financiers de la société.

##### *Écarts d'acquisition et actifs incorporels*

Le nouveau chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », fournit les lignes directrices sur la comptabilisation, la mesure, la présentation et la divulgation des écarts d'acquisition et actifs incorporels. Ce nouveau chapitre entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er octobre 2008 et requiert l'application rétrospective. La société évalue présentement les impacts de ce nouveau chapitre.

### 02 Modification comptable (suite)

#### *Normes générales de présentation des états financiers*

En juin 2007, l'ICCA a modifié le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », afin d'exiger de la direction qu'elle évalue la capacité de la société à poursuivre son exploitation sur une période minimum de 12 mois à compter de la date de clôture, sans toutefois s'y limiter. Ces nouvelles exigences entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2008.

Les nouvelles exigences couvrent seulement les informations à fournir et n'auront pas d'incidence sur les résultats financiers de la société.

### 03 Conventions comptables

#### **Base de présentation**

Les états financiers sont préparés selon la méthode du coût historique, à l'exception de certains instruments financiers qui sont comptabilisés à la juste valeur. Aucune information sur la juste valeur n'est présentée lorsque la valeur comptable correspond à une approximation raisonnable de la juste valeur.

#### **Estimations comptables**

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, la direction de la société doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la société pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations. Les principales estimations comptables portent sur la provision pour créances douteuses, les crédits d'impôt, les écarts d'acquisition et la rémunération à base d'actions.

#### **Principes de consolidation**

Les états financiers consolidés comprennent les comptes de la société, de ses filiales en propriété exclusive, Odesia Solutions Inc., Resource IT de Mexico S.C., Resource IT Software de Mexico de S.A. de C.V. et Global Business Integration de Mexico S.A. de C.V. (collectivement « Resource IT »), et de sa filiale détenue à 70 %, Odesia Europe SAS.

#### **Constatation des revenus**

Les revenus sont constatés lorsqu'il existe un accord entre les parties, que le montant de la transaction est déterminé ou déterminable, que la livraison a eu lieu, que les services ont été fournis et que le recouvrement de la créance est raisonnablement assuré.

En plus des principes généraux mentionnés ci-dessus, la société applique les principes spécifiques suivants :

#### *Revenus de la vente de logiciels*

Les revenus de la vente de logiciels sont comptabilisés lorsque le client prend possession du logiciel.

#### *Revenus de contrats de maintenance*

Les revenus de contrats de maintenance sont constatés linéairement sur la durée des contrats, soit 12 mois.

#### *Revenus de commissions*

Les revenus de commissions sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés.

#### *Revenus de consultation informatique*

Les revenus de consultation informatique sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement des travaux. Selon cette méthode, les revenus, incluant les profits, sont constatés proportionnellement au degré d'avancement des travaux. La société utilise la méthode des efforts fournis selon laquelle le degré d'avancement est calculé en fonction des heures engagées à la date des états financiers par rapport au total estimatif des heures. Les contrats en cours sont évalués en tenant compte des heures travaillées à facturer et des débours effectués pour les clients. Les pertes sont comptabilisées lorsque l'estimation des coûts totaux fait état d'une perte.

#### *Revenus d'intérêts*

Les revenus d'intérêts sont comptabilisés d'après le nombre de jours de détention du placement au cours de l'exercice et sont calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## 03 Conventions comptables (suite)

### Amortissement

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont comptabilisés à leur coût d'origine et sont amortis en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes :

	Périodes
Matériel informatique	3 ans
Logiciels	2 ans
Mobilier (a)	5 ans
Améliorations locatives	71 mois
Contrats et relations clients	3 ans
Convention de non-concurrence	3 ans
Liste de clients	3 ans

(a) Antérieurement au 1er janvier 2007, le mobilier était amorti selon la méthode de l'amortissement dégressif au taux annuel de 20 %. Ce changement appliqué de façon prospective n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers.

### Dépréciation d'actifs à long terme

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels amortissables sont soumis à un test de recouvrabilité lorsque des événements ou des changements de situation indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable. La valeur comptable d'un actif à long terme n'est pas recouvrable si elle excède le total des flux de trésorerie non actualisés qui résulteront vraisemblablement de l'utilisation et de la sortie éventuelle de l'actif. Dans un tel cas, une perte de valeur doit être constatée et correspond à l'excédent de la valeur comptable de l'actif à long terme sur sa juste valeur.

### Écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent l'excédent du coût d'acquisition d'entreprises sur le montant net des valeurs attribuées aux éléments de l'actif acquis et du passif pris en charge. Les écarts d'acquisition ne sont pas amortis. Ils sont soumis à un test de dépréciation annuellement ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation indiquent qu'ils ont subi une dépréciation. Les écarts d'acquisition sont rattachés aux unités d'exploitation et toute dépréciation possible des écarts d'acquisition est détectée en comparant la valeur comptable de chacune des unités d'exploitation à sa juste valeur. Si une dépréciation possible est identifiée, celle-ci est quantifiée en comparant la valeur comptable des écarts d'acquisition à leur juste valeur. La juste valeur d'une unité d'exploitation est calculée en fonction des flux de trésorerie actualisés.

En se basant sur le test de dépréciation effectué le 31 décembre 2007, la direction estime qu'aucune charge de dépréciation au titre des écarts d'acquisition n'est nécessaire.

### Crédits d'impôt

La filiale Odesia Solutions Inc. est admissible à un crédit d'impôt provincial lié aux activités d'affaires électroniques établi sur la base des salaires admissibles.

La filiale Odesia Europe SAS est admissible à un crédit d'impôt à la recherche. Ce crédit d'impôt sera imputé en réduction des impôts à payer des trois prochains exercices financiers de la filiale ou, à défaut, lui sera payé au plus tard en 2011.

Les crédits d'impôt enregistrés par les filiales peuvent faire l'objet de révisions et d'approbations par les autorités fiscales respectives, et il est possible que les montants accordés diffèrent des montants comptabilisés.

### Impôts sur les bénéfices

La société utilise la méthode du passif fiscal pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés en fonction de l'écart entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers, les taux d'imposition et les lois fiscales en vigueur ou pratiquement en vigueur pour les exercices au cours desquels les écarts temporaires sont censés se résorber.

### Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours des exercices. Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de la dilution qui pourrait survenir si les titres ou autres contrats visant à émettre des actions étaient exercés. La méthode du rachat d'actions est utilisée pour déterminer l'effet de dilution des options d'achat d'actions et des bons de souscription.

Cette méthode suppose que le revenu découlant de l'exercice des options d'achat d'actions, qui est en dedans du cours, sert à racheter les actions ordinaires à leur cours moyen pendant la période.

## 03 Conventions comptables (suite)

### Conversion des devises

Les éléments monétaires d'actif et de passif libellés en devises des sociétés canadiennes et des établissements étrangers intégrés sont convertis au taux de change en vigueur à la date du bilan, tandis que les autres éléments d'actif et de passif sont convertis au taux en vigueur à la date de l'opération. Les revenus et les dépenses libellés en devises sont convertis au taux moyen en vigueur durant l'exercice, à l'exception des revenus et des dépenses liés aux éléments non monétaires d'actif et de passif qui sont convertis au taux d'origine. Les gains et les pertes sont inclus dans les résultats de l'exercice.

### Capital-actions

Les produits des émissions d'unités sont répartis entre les actions ordinaires et les bons de souscription selon leurs justes valeurs respectives.

### Rémunération à base d'actions

La société offre un régime d'options d'achat d'actions, décrit à la note 15, auquel elle applique la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions d'options d'achat d'actions aux salariés et aux non-salariés. La juste valeur des options d'achat d'actions attribuées est établie à la date de l'attribution à l'aide d'un modèle d'évaluation d'options, et la charge de rémunération est constatée sur la période d'acquisition des options. Toute contrepartie payée par les dirigeants, les salariés ou les non-salariés au moment de l'exercice des options ainsi que le surplus d'apport lié à ces options sont portés au compte de capital-actions.

## 04 Informations sur les résultats consolidés

	2007 \$	2006 \$
Crédit d'impôt remboursable pour les activités d'affaires électroniques présenté en diminution du coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration	(1 037 736)	(986 519)
Crédit d'impôt à la recherche, présenté en diminution du coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration	(254 967)	--
Indemnités de cessation d'emploi	254 892	--
Rémunération à base d'actions	53 592	64 184
Régime d'unités différées en actions	72 074	68 893
Amortissement des immobilisations corporelles	84 948	38 491
Amortissement des actifs incorporels	173 028	15 500
Gain sur le règlement du solde de prix d'achat de Topinet Inc.	--	(68 574)
Perte (gain) de change	134 635	(82 279)
Revenu d'intérêts sur les placements désignés comme étant détenus à des fins de transaction	(20 367)	(22 916)
Aide gouvernementale en réduction du coût des services fournis, des frais d'exploitation et des frais d'administration	9 484	--

## 05 Frais financiers

	2007 \$	2006 \$
Autres passifs financiers		
Intérêts sur les emprunts bancaires	127 244	357
Intérêts sur la dette à long terme	16 234	2 950
	143 478	3 307

Ces frais sont inclus dans le poste Coût des services fournis, frais d'exploitation et frais d'administration.

## 06 Impôts sur les bénéfices

	2007 \$	2006 \$
Bénéfice (perte) avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	(830 656)	152 245
Impôts (recouvrement d'impôts) sur les bénéfices selon le taux d'imposition combiné fédéral et provincial au Canada de 32,02 % (32,02 % au 31 décembre 2006)	(265 976)	48 749
Augmentation (diminution) des impôts sur les bénéfices résultant des éléments suivants:		
Écart entre le taux d'imposition utilisé pour les impôts futurs et le taux d'imposition statutaire	4 743	--
Utilisation des pertes fiscales d'exercices antérieurs	--	(15 194)
Avantage fiscal découlant de pertes non comptabilisées	88 036	--
Éléments non déductibles et autres	(34 228)	32 471
Impôts (recouvrement d'impôts) sur les bénéfices au taux d'imposition effectif combiné de 24,97 % (43,37 % au 31 décembre 2006)	(207 425)	66 026

L'incidence fiscale des écarts temporaires qui donnent lieu à des actifs et des passifs d'impôts futurs importants est présentée ci-dessous :

	2007 \$	2006 \$
Actifs d'impôts futurs à court terme		
Écarts temporaires sur la provision pour créances douteuses et frais courus de Resource IT	1 11 175	--
Actifs d'impôts futurs à long terme		
Immobilisations corporelles et actifs incorporels	42 142	13 720
Frais de recherche de financement	11 720	19 811
Dons	22 335	24 534
	76 197	58 065
Passifs d'impôts futurs à court terme		
Crédit d'impôt remboursable pour les activités d'affaires électroniques	627 839	333 353
Écarts temporaires sur les débiteurs de Resource IT	299 908	--
Pertes fiscales inutilisées	(516 880)	(50 178)
	410 867	283 175
Passif d'impôts futurs à long terme		
Actifs incorporels	190 273	19 850

## 07 Bénéfice (perte) par action

2007			
	Perte \$	Nombre moyen pondéré d'actions	Perte par action \$
Perte nette de base attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	(613 176)	25 825 998	(0,024)
Effet dilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription	--	--	--
Perte nette diluée attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	<u>(613 176)</u>	<u>25 825 998</u>	<u>(0,024)</u>

Les titres potentiellement dilutifs, soit les 4 010 664 bons de souscription, dont le prix d'exercice était supérieur à la valeur à la cote des actions ordinaires, ou en raison de leur effet anti-dilutif, n'ont pas été inclus dans le calcul de la perte diluée par action.

2006			
	Bénéfice \$	Nombre moyen pondéré d'actions	Bénéfice par action \$
Bénéfice net de base attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	80 763	25 018 734	0,003
Effet dilutif des options d'achat d'actions et des bons de souscription	--	184 311	--
Bénéfice net dilué attribuable aux détenteurs d'actions ordinaires	<u>80 763</u>	<u>25 203 045</u>	<u>0,003</u>

Des bons de souscription permettant d'acheter 4 010 664 actions ordinaires étaient en circulation pendant l'exercice terminé le 31 décembre 2006, mais n'ont pas été pris en compte dans le calcul du bénéfice dilué par action étant donné que le prix d'exercice des bons de souscription était supérieur au cours moyen des actions ordinaires.

## 08 Débiteurs

	2007 \$	2006 \$
Comptes clients (a)	3 093 829	2 264 523
Crédit d'impôt	2 286 893	1 041 077
Autres	88 953	42 320
	<u>5 469 675</u>	<u>3 347 920</u>

(a) Au 31 décembre 2007, les comptes clients incluent une provision pour créances douteuses au montant de 157 495 \$ (néant en 2006). Au 31 décembre 2007, deux clients représentent respectivement 17 % et 11 % des comptes clients (trois clients en représentaient respectivement 26 %, 14 % et 14 % en 2006). La société réalise 17 % de son chiffre d'affaires auprès d'un client (respectivement 24 %, 14 % et 13 % auprès de trois clients en 2006).

La filiale Odésia Europe SAS a signé en juin 2007 un contrat d'affacturage avec une institution financière. Ce contrat prévoit la cession de certaines créances en faveur de l'institution financière contre paiement. La vente de créances est comptabilisée lorsque la société cède le contrôle sur l'actif et que la contrepartie autre que le droit du bénéficiaire est reçue en échange. Le taux de financement de ce contrat comprend un taux d'intérêt et une commission d'affacturage; le taux d'intérêt est égal au taux EURIBOR 3 mois majoré de 2,3 % (6,99 % au 31 décembre 2007) et la commission d'affacturage est calculée en fonction des créances cédées au taux de 0,49 %. Au 31 décembre 2007, des créances d'environ 831 000 € (environ 1 199 000 \$) faisaient l'objet d'affacturage.

Lorsque la société vend des créances à l'occasion d'affacturage, elle ne conserve pas la responsabilité de la gestion, de l'administration et du recouvrement des créances. Le gain ou la perte sur la vente de créances dépend en partie de la valeur comptable des créances faisant l'objet de la cession, répartie entre les actifs vendus et l'obligation de garantie conservée en fonction de la juste valeur relative à la date de cession. Pour obtenir les justes valeurs, la société estime les flux monétaires futurs actualisés calculés selon la meilleure estimation de la direction.

Au 31 décembre 2007, la société a conservé une obligation de garantie envers certaines créances pour un montant de 206 000 € (environ 297 000 \$). La juste valeur de cette obligation n'a pu être établie étant donné le manque d'historique pour ce type de transaction.

## 09 Immobilisations corporelles

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Matériel informatique	200 502	125 247	75 255
Logiciels	138 063	72 778	65 285
Mobilier	111 844	42 760	69 084
Améliorations locatives	19 388	9 924	9 464
	469 797	250 709	219 088

	2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Matériel informatique	122 765	75 565	47 200
Logiciels	83 181	26 813	56 368
Mobilier	61 682	28 875	32 807
Améliorations locatives	19 387	6 647	12 740
	287 015	137 900	149 115

## 10 Autres actifs

	2007	2006
	\$	\$
Dépôts	71 658	41 988
Valeur de rachat d'une police d'assurance vie	--	2 399
	71 658	44 387

## Actifs incorporels

	2007		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Contrats et relations clients (a)	1 882 060	144 139	1 737 921
Technologie (durée de vie indéfinie)	15 000	--	15 000
Convention de non-concurrence	296 000	8 222	287 778
Liste de clients	62 000	36 167	25 833
	2 255 060	188 528	2 066 532

	2006		
	Coût	Amortissement cumulé	Coût non amorti
	\$	\$	\$
Liste de clients	62 000	15 500	46 500

(a) Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la société a procédé à l'acquisition de contrats clients pour une contrepartie totale de 1 553 060 \$, qui a été comptabilisée à titre d'actif incorporel. Au 31 décembre 2007, le coût non amorti de cet actif incorporel s'élevait à 1 418 060 \$.

## 12 Emprunts bancaires

	2007 \$	2006 \$
Crédit bancaire d'exploitation (a)	593 425	--
Emprunt à vue (b)	1 228 664	--
	1 822 089	--

(a) Le montant maximum autorisé du crédit bancaire d'exploitation est de 1 250 000 \$ (550 000 \$ au 31 décembre 2006). Il est garanti par une hypothèque sur l'universalité des créances actuelles et à venir de la filiale Odésia Solutions Inc. et par une hypothèque mobilière de 550 000 \$ sur deux polices d'assurance vie des dirigeants. Ce crédit bancaire porte intérêt au taux préférentiel plus 1,5 % (7,5 % aux 31 décembre 2007 et 2006) et est renégociable en août 2008.

(b) Le montant maximum autorisé de l'emprunt à vue est de 1 460 000 \$ comprenant deux tranches de 740 000 \$ et de 720 000 \$. Cet emprunt est garanti par une hypothèque sur l'universalité des créances, incluant le crédit d'impôt remboursable pour les activités d'affaires électroniques de la filiale Odésia Solutions Inc. L'emprunt porte intérêt au taux préférentiel plus 2 % (8 % au 31 décembre 2007) et vient à échéance le 28 février 2008 et le 31 décembre 2008. À l'encaissement du crédit d'impôt relatif à 2006, un montant de 713 521 \$ a été remboursé en février 2008.

En vertu de la convention de crédit portant sur le crédit bancaire et l'emprunt à vue, la société doit respecter certains ratios financiers, qui ne sont pas respectés au 31 décembre 2007.

La filiale Resource IT dispose d'un crédit bancaire d'exploitation d'un montant maximum autorisé de 2 000 000 de pesos mexicains (environ 180 800 \$), échéant le 30 juillet 2010 et portant intérêt au taux interbancaire d'équilibre du Mexique majoré du double (15,6 %). Ce crédit bancaire est garanti par une hypothèque de premier rang sur les débiteurs de la filiale. Au 31 décembre 2007, le crédit bancaire d'exploitation était inutilisé.

## 13 Dette à long terme

	2007 \$	2006 \$
Emprunt à terme, taux de base plus 5 % (13 %), échéant en octobre 2007	--	13 900
Solde de prix d'achat de Resource IT (a)	788 390	--
Frais d'intérêts implicites (a)	7 555	--
	795 945	13 900
Versements exigibles à court terme	475 000	13 900
	320 945	--

(a) En date de clôture de l'acquisition de Resource IT, telle que décrite à la note 17, la société s'est engagée à payer un solde de prix d'achat au montant nominal de 875 000 \$. Ce solde de prix d'achat porte intérêt au taux de 12 % et est remboursable par versements trimestriels jusqu'en décembre 2010. La juste valeur du solde de prix d'achat s'élevait à 788 390 \$ à la date d'acquisition. Cette valeur a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie relatifs aux paiements d'intérêts et de capital, et ce, au taux du marché dont la société pourrait se prévaloir, soit 23,5 %, selon l'évaluation de la direction.

Les versements annuels en capital requis sur la dette à long terme au cours des trois prochains exercices s'établissent comme suit :

	\$
2008	475 000
2009	240 000
2010	160 000
	875 000

## 14 Capital-actions et bons de souscription

### A - Capital-actions

#### Autorisé

Le capital-actions autorisé de la société est composé d'un nombre illimité d'actions ordinaires, avec droit de vote et participantes.

#### Émis et payé

Le tableau suivant présente les variations survenues dans le capital-actions de la société au cours des exercices :

	Nombre	Montant \$
<b>Solde au 31 décembre 2005</b>	23 752 330	1 683 895
Émission d'actions dans le cadre de l'acquisition de BI Expert SAS (note 17)	150 000	60 000
Émission d'actions découlant de la réalisation d'un financement privé le 11 avril 2006 (a)	1 333 334	464 865
Levée d'options	400 000	110 215
<b>Solde au 31 décembre 2006</b>	25 635 664	2 318 975
Émission d'actions dans le cadre de l'acquisition de Resource IT (note 17)	2 222 222	780 836
Émission d'actions à la suite de la levée de bons de souscription	12 400	5 840
Valeur de bons de souscription échus	--	(14 188)
<b>Solde au 31 décembre 2007</b>	27 870 286	3 091 463

(a) Émission du 11 avril 2006

Le 11 avril 2006, la société a complété un financement privé de 1 333 334 unités au prix de 0,37 \$ l'unité pour un total de 500 000 \$ en espèces. Chaque unité est composée d'une action ordinaire de la société et d'un bon de souscription d'actions ordinaires. Chaque bon de souscription pouvait être exercé pour une action ordinaire au prix de 0,60 \$ jusqu'au 23 décembre 2007. Les frais d'émission d'actions constitués d'honoraires et de commissions pour un montant de 35 135 \$ ont été imputés en diminution du capital-actions. La juste valeur de ces bons de souscription, au montant de 76 920 \$, n'avait pas été présentée distinctement du capital-actions.

### B - Bons de souscription

Les bons de souscription en cours permettant à leur détenteur de souscrire un nombre équivalent d'actions ordinaires s'établissent comme suit :

	2007		2006	
	Nombre de bons de souscription	Prix moyen de levée	Nombre de bons de souscription	Prix moyen de levée
Solde au début	4 170 850	0,590 \$	2 837 516	0,590 \$
Exercés	(10 000)	0,375 \$	--	--
Frappés d'extinction au cours de l'exercice	(150 186)	0,375 \$	--	--
Émis	--	--	1 333 334	0,600 \$
Solde à la fin et nombre de bons de souscription pouvant être exercés	4 010 664	0,500 \$	4 170 850	0,590 \$

Au cours de l'exercice, la société a modifié le prix d'exercice et l'échéance des bons de souscription émis les 23 décembre 2005 et 11 avril 2006. Le prix d'exercice de 0,60 \$ a été modifié à 0,50 \$ et l'échéance, reportée du 23 décembre 2007 au 31 janvier 2008. Aucun de ces bons de souscription n'a été exercé.

## 15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport

### A - Régime d'options d'achat d'actions

La société a adopté en 2005 un régime d'options d'achat d'actions à l'intention de ses employés, de ses administrateurs, de ses consultants et de ses fournisseurs en vertu duquel ces derniers peuvent faire l'acquisition d'actions ordinaires. Les conditions d'exercice sont déterminées par les membres du conseil, mais ce régime est régi par les règles de la Bourse de croissance TSX Inc. Les options sont attribuées au prix de clôture du marché boursier le jour précédant leur attribution. En vertu de ce régime, le nombre maximal d'actions ordinaires réservées à l'octroi ne peut excéder 2 375 000 actions émises, et les options émises à tout bénéficiaire ne peuvent dépasser 5 % des actions ordinaires en circulation à la date de l'octroi. À moins que le conseil n'en décide autrement, les droits s'acquiescent sur une période de trois ans à compter de la date de l'octroi. Ces options doivent être exercées dans les cinq ans suivant leur octroi.

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la société a attribué 80 000 options d'achat d'actions à des salariés et des non-salariés (977 500 en 2006). La juste valeur de ces options à la date de l'octroi en 2007 a été établie à l'aide du modèle Black-Scholes selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2007	2006
Taux de rendement des dividendes	- %	- %
Volatilité prévue	53 %	60 %
Taux d'intérêt sans risque	3,74 %	3,89 %
Durée moyenne prévue des options	5 ans	5 ans
Juste valeur moyenne de chaque option	0,20 \$	0,20 \$

Pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007, la société a constaté une charge de 53 592 \$ (64 183 \$ en 2006) aux fins du régime de rémunération à base d'actions et a porté ce montant au crédit du surplus d'apport. La variation des options d'actions de la société se détaille comme suit:

	2007	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début	937 500	0,38
Attribuées au cours de l'exercice	80 000	0,40
Frappées d'extinction au cours de l'exercice	(495 000)	0,38
En circulation à la fin	522 500	0,38
Pouvant être exercées à la fin	187 500	0,38

	2006	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
En circulation au début	--	--
Attribuées au cours de l'exercice	977 500	0,38
Frappées d'extinction au cours de l'exercice	(40 000)	0,39
En circulation à la fin	937 500	0,38
Pouvant être exercées à la fin	100 000	0,39

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options en cours au 31 décembre 2007 :

Prix de levée	Options en circulation			Options pouvant être exercées		
	Nombre d'options	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré	
0,32 \$	100 000	3,61	0,32 \$	33 333	0,32 \$	
0,39 \$	330 000	3,04	0,39 \$	110 000	0,39 \$	
0,40 \$	92 500	4,73	0,40 \$	50 167	0,40 \$	
En cours à la fin	522 500	3,45	0,38 \$	193 500	0,38 \$	

## 15 Rémunération à base d'actions et surplus d'apport (suite)

### B - Régime d'unités différées en actions

Le 18 janvier 2006, le conseil d'administration a approuvé un régime d'unités différées en actions (ci-après « unités différées ») à l'intention des administrateurs, lesquels recevront 100 % de leur rémunération totale sous forme d'unités différées. La valeur d'une unité différée est calculée en fonction de la valeur marchande d'une action de la société à la date de l'évènement, soit le cours moyen pondéré des actions à la cote de la Bourse de croissance TSX Inc. pendant les cinq jours qui précèdent immédiatement l'évènement.

Conformément à ce régime, à la fin de chaque trimestre, un nombre d'unités différées correspondant au nombre d'actions ordinaires pouvant être achetées sur le marché libre est crédité à un compte détenu par la société pour chaque administrateur, et ce, pour un montant égal à la rémunération.

L'administrateur qui quitte le conseil d'administration reçoit un paiement global en espèces correspondant à son solde créditeur aux termes du régime.

Au 31 décembre 2007, 315 240 unités différées (163 823 au 31 décembre 2006) étaient émises. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2007, une somme de 72 074 \$ (68 893 \$ en 2006) a été imputée à la charge à titre de rémunération à base d'actions. Au 31 décembre 2007, la société a enregistré un créditeur de 140 967 \$ (68 893 \$ en 2006) pour couvrir l'obligation à verser au moment où un administrateur quitterait son siège au conseil d'administration.

### C - Surplus d'apport

Les changements au surplus d'apport de la société se résument comme suit :

	2007 \$	2006 \$
Solde au début	79 561	25 593
Options exercées (note 15 A))	--	(10 215)
Rémunération à base d'actions (note 15 A))	53 592	64 183
Bons de souscription frappés d'extinction au cours de l'exercice	14 188	13 900
Bons de souscription exercés	(1 190)	--
Solde à la fin	146 151	79 561

## 16 Informations sur les flux de trésorerie

Les variations d'éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	2007 \$	2006 \$
Débiteurs	(1 997 014)	(1 186 455)
Contrats en cours	23 480	(47 795)
Frais payés d'avance	(129 145)	(35 198)
Comptes fournisseurs et charges à payer	961 507	490 119
Impôts sur les bénéfices à payer	275	90 912
Revenus perçus par anticipation	23 154	104 585
	(1 117 743)	(583 832)

Les flux de trésorerie se rapportant aux intérêts et aux impôts sur les bénéfices des activités d'exploitation se détaillent comme suit :

	2007 \$	2006 \$
Intérêts versés	128 026	3 307
Impôts sur les bénéfices encaissés	--	(62 324)

## 16 Informations sur les flux de trésorerie (suite)

Informations supplémentaires relatives aux flux de trésorerie et n'ayant pas entraîné de sorties de fonds :

	2007	2006
	\$	\$
Débiteurs		
Acquisition d'actifs incorporels compensée par un compte client	1 108 986	--
Comptes fournisseurs et charges à payer		
Régime d'unités différées	140 967	68 893
Acquisition d'immobilisations	12 372	6 644
Acquisition d'actifs incorporels	127 639	--
Paievements relatifs à l'acquisition d'entreprises	20 000	--
	(1 117 743)	(583 832)

## 17 Acquisitions d'entreprises

Exercice terminé le 31 décembre 2007

Le 30 novembre 2007, la société a conclu l'acquisition de la totalité des actions en circulation d'un groupe comprenant trois sociétés mexicaines spécialisées dans la prestation de services professionnels de consultation en technologies de l'information, soit Resource IT de Mexico S.C., Resource IT Software de Mexico de S.A. de C.V. et Global Business Integration de Mexico S. de R.L. de C.V. L'acquisition s'est effectuée pour une contrepartie totale de 1 894 226 \$, telle qu'établie au tableau ci-après. La contrepartie comprend l'émission de 2 222 222 actions ordinaires de la société à un prix unitaire convenu de 0,45 \$ établi sur le cours moyen des actions ordinaires pendant la période de deux jours antérieure et postérieure à la date à laquelle les conditions de l'acquisition ont été convenues et annoncées. Ces actions font cependant l'objet d'une convention d'entiercement de 24 mois et, par conséquent, elles ont été comptabilisées à leur juste valeur, évaluée à 780 836 \$. L'entente comprend également une clause d'ajustement de prix basée sur la marge brute, répartie sur les deux prochaines années si les revenus annuels de Resource IT atteignent plus de 36 842 105 pesos mexicains (ci-après la « condition ») (environ 3 622 000 \$). Étant donné que cet ajustement ne peut être déterminé hors de tout doute raisonnable, il a été exclu du prix d'achat. Lorsque la condition sera remplie, la juste valeur de la contrepartie à émettre sera comptabilisée à titre d'élément supplémentaire du coût d'acquisition.

Les valeurs attribuées aux actifs nets acquis se détaillent comme suit :

	\$
<b>Actifs acquis :</b>	
Encaisse	61 336
Débiteurs	1 233 727
Frais payés d'avance	25 567
Immobilisations corporelles	59 419
Autres actifs	22 075
Actifs incorporels	
Contrats et relations clients	329 000
Technologie	15 000
Convention de non-concurrence	296 000
Impôts futurs	111 175
	2 153 299
<b>Passifs pris en charge :</b>	
Emprunt bancaire	91 800
Comptes fournisseurs et charges à payer	474 805
Impôts sur les bénéfices à payer	840
Dividendes à payer	122 731
Impôts futurs	487 408
	1 177 584
Actifs nets identifiables acquis	975 715
Écart d'acquisition ( <i>non déductible aux fins fiscales</i> )	918 511
Prix d'achat	1 894 226

## 17 Acquisitions d'entreprises (suite)

### Exercice terminé le 31 décembre 2007

Les valeurs attribuées aux actifs nets acquis se détaillent comme suit :

	\$
<b>Réglé comme suit :</b>	
Au comptant à la clôture	125 000
Solde de prix d'achat	788 390
Frais de transaction	200 000
Émission d'actions ordinaires	780 836
	1 894 226

Cette acquisition a été comptabilisée en utilisant la méthode de l'acquisition. Les résultats de Resource IT sont inclus dans l'état des résultats consolidés depuis la date d'acquisition.

### Exercice terminé le 31 décembre 2007

Le 2 mars 2006, la société a acquis 70 % des actions de la société française BI Expert SAS, une société de consultation informatique établie à Paris. Cette société est maintenant connue sous la dénomination sociale Odésia Europe SAS. L'acquisition s'est effectuée en contrepartie de 150 000 actions ordinaires de la société au prix unitaire de 0,40 \$ basé sur le cours moyen des actions ordinaires pendant la période de deux jours antérieure et postérieure à la date à laquelle les conditions de l'acquisition ont été convenues et annoncées et de 28 447 \$ en espèces, pour un montant total de 88 447 \$. La valeur de ces actions a été établie sur la base du cours des actions ordinaires de la société à la date à laquelle les conditions de l'acquisition ont été convenues et acceptées.

Les valeurs attribuées aux actifs nets acquis se détaillent comme suit :

	\$
Encaisse	119 807
Débiteurs	27 435
Comptes fournisseurs et charges à payer	(143 900)
Fonds de roulement pris en charge	3 342
Immobilisations	3 692
Autres actifs	8 297
Liste de clients	62 000
Écart d'acquisition ( <i>non déductible</i> )	35 565
Part des actionnaires sans contrôle	(4 599)
Passif d'impôts futurs à long terme	(19 850)
Coût d'acquisition	88 447

Cette acquisition a été comptabilisée en utilisant la méthode de l'acquisition. Les résultats de BI Expert SAS sont inclus dans l'état des résultats consolidés depuis la date d'acquisition.

## 18 Informations sectorielles

La société exerce ses activités dans un seul secteur d'exploitation isolable. Ce secteur d'exploitation isolable unique tire ses revenus de la vente de solutions en intelligence d'affaires et en entrepôt de données. Les revenus de consultation informatique représentent 98 % des revenus par emplacement (97 % en 2006). Les informations requises à l'échelle de la société se détaillent comme suit :

	2007 \$	2006 \$
Revenus par emplacement		
Canada	5 315 710	5 826 690
Mexique (1 mois en 2007)	354 999	--
France (10 mois en 2006)	4 389 126	1 907 978
Suisse	3 372 280	242 180
	13 432 115	7 976 848

## 18 Informations sectorielles (suite)

Les revenus sont attribués aux différents pays selon le pays de domiciliation du client.

	2007 \$	2006 \$
Immobilisations		
Canada	134 876	129 474
Mexique	59 418	--
France	24 793	19 641
	219 087	149 115

Un écart d'acquisition et une liste de clients aux montants de 35 565 \$ (35 565 \$ en 2006) et de 25 833 \$ (46 500 \$ en 2006) respectivement présentés au bilan sont attribuables à la filiale en France. Un écart d'acquisition et des actifs incorporels représentant des contrats et relations clients, de la technologie et une convention de non-concurrence, aux montants de 918 511 \$, de 319 861 \$, de 15 000 \$ et de 287 778 \$ respectivement présentés au bilan sont attribuables à la filiale au Mexique. Des actifs incorporels représentant des contrats et relations clients au montant de 1 418 060 \$ présentés au bilan sont attribuables à la filiale au Canada (néant en 2006).

## 19 Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers

### Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers

La société est exposée à divers risques financiers qui résultent à la fois de ses opérations et de ses activités d'investissement. La gestion des risques financiers est effectuée par la direction de la société.

La société ne conclut pas de contrats visant des instruments financiers, incluant des dérivés financiers, à des fins spéculatives.

### Risques financiers

#### Risque de taux d'intérêt

Les emprunts bancaires portent intérêt à taux variable et exposent donc la société à un risque de flux de trésorerie découlant des variations des taux d'intérêt.

La dette à long terme porte intérêt à taux fixe et expose donc la société au risque de variation de la juste valeur découlant des variations des taux d'intérêt.

Les autres actifs et passifs financiers de la société ne présentent aucun risque de taux d'intérêt étant donné qu'ils ne portent pas intérêt.

La société n'utilise pas de dérivés financiers pour réduire son exposition au risque de taux d'intérêt.

#### Risque de change

La société est exposée au risque de change en raison de l'encaisse, des comptes clients, des comptes fournisseurs et charges à payer, et des opérations commerciales futures libellés en dollars américains, en pesos mexicains et en euros. Au 31 décembre 2007, les actifs libellés en dollars américains totalisent 771 998 \$ US (8 028 \$ US au 31 décembre 2006), les actifs libellés en euros totalisent 1 041 981 € (877 279 € au 31 décembre 2006), les actifs libellés en pesos mexicains totalisent 13 623 136 MXN (néant au 31 décembre 2006) et les actifs libellés en francs suisses représentent des comptes clients totalisant 31 000 CHF (113 000 CHF au 31 décembre 2006). Les comptes fournisseurs et charges à payer libellés en dollars américains totalisent 87 088 \$ US (néant au 31 décembre 2006), les passifs libellés en euros totalisent 1 036 086 € (314 350 € au 31 décembre 2006) et les passifs libellés en pesos mexicains totalisent 11 525 632 MXN (néant au 31 décembre 2006).

La société ne conclut pas de contrats visant à couvrir le risque de change auquel elle est exposée.

#### Risque de crédit

En règle générale, la valeur comptable au bilan des actifs financiers de la société exposés au risque de crédit, après déduction des provisions applicables pour pertes, représente le montant maximum du risque de crédit auquel la société est exposée.

Le risque de crédit de la société provient principalement des comptes clients. La société n'exige pas de garantie de ses clients. La politique de la société consiste à soumettre chaque client à une procédure de vérification de son crédit. De plus, le solde des comptes clients est géré et analysé de façon continue et, de ce fait, l'exposition de la société aux créances douteuses n'est pas importante.

### 19 Objectifs et politiques en matière de gestion des risques financiers, et risques financiers (suite)

#### *Risque de liquidité*

La gestion du risque de liquidité vise à maintenir un montant suffisant d'encaisse et à s'assurer que la société dispose de sources de financement sous la forme d'emprunts bancaires de montant autorisé suffisant.

### 20 Engagements

La société s'est engagée, en vertu de contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2010, à verser une somme de 307 738 \$ pour un local, du matériel roulant et des équipements au Canada. La société s'est également engagée, en vertu d'un contrat de location échéant en 2009, à verser une somme de 80 500 € (équivalant approximativement à 116 000 \$) pour un local en France. Ce contrat comporte deux options de renouvellement pour une période additionnelle de six ans dont la société pourra se prévaloir en donnant un préavis de six mois. De plus, la société s'est engagée, en vertu de contrats de location échéant à différentes dates jusqu'en 2010, à verser une somme de 1 441 686 MXN (équivalant approximativement à 132 000 \$) pour des locaux, du matériel roulant et des équipements au Mexique.

Les paiements minimums exigibles pour les prochains exercices s'élèvent à 244 851 \$ en 2008, à 211 073 \$ en 2009 et à 100 442 \$ en 2010.

### 21 Éventualités

Dans le cours normal de ses activités, la filiale Odesia Solutions Inc. est impliquée dans des poursuites judiciaires. Il est impossible de déterminer l'issue de ces poursuites à l'heure actuelle et, par conséquent, aucune provision n'a été constituée. La société estime que le règlement de ces poursuites n'aura pas de répercussions défavorables ou favorables importantes sur sa situation financière.

### 22 Événement postérieur à la date du bilan

Le 13 mars 2008, le gouvernement du Québec a introduit une nouvelle mesure fiscale pour le développement des affaires électroniques, visant à consolider le développement des technologies de l'information dans l'ensemble du Québec. Cette mesure permet aux sociétés admissibles d'obtenir un crédit d'impôt remboursable jusqu'au 31 décembre 2015. Ce crédit d'impôt remboursable est égal à 30 % des salaires versés à des employés admissibles de la filiale Odesia Solutions Inc., jusqu'à concurrence de 20 000 \$ par employé. La direction de la société entend déposer son dossier pour approbation, et elle estime que rien ne porte à croire qu'elle ne sera pas admissible à cette nouvelle mesure.

### ADMINISTRATEURS

Jacques Topping  
Québec (Québec)  
Canada

Nicolas Bonnafous  
Boucherville (Québec)  
Canada

Jean-Pierre Dubé  
Mont Saint-Hilaire (Québec)  
Canada

André Malo  
Saint-Bruno-de-Montarville, (Québec)  
Canada

Jan Czech  
Laval (Québec)  
Canada

### RAPPORT ANNUEL

Des exemplaires additionnels de ce rapport seront expédiés sur demande écrite à :

**Groupe Odesia inc.**  
1155 University  
Bureau 800  
Montréal (Québec)  
H3B 3A7  
Télécopieur: (514) 876-9205  
Courriel : nicolas@odesia.com

### SIÈGE SOCIAL

**Groupe Odesia inc.**  
1155 rue University  
Bureau 800  
Montréal (Québec)  
H3B 3A7

Téléphone: (514) 876-1155  
Télécopieur: (514) 876-9205

### DIRIGEANTS

Nicolas Bonnafous  
Président et chef de la direction  
Boucherville (Québec)  
Canada

Jean-Pierre Dubé  
Vice-président exécutif  
Mont Saint-Hilaire (Québec)  
Canada

Jacques Daigle  
Directeur-général, Odesia Europe, S.A.S.  
Argenteuil,  
France

**Conseillers juridiques**  
**McCarthy Tétrault s.e.n.c.r.l.**  
Avocats

**Agent chargé de la tenue des registres et des transferts**  
**Services aux investisseurs Computershare inc.**  
1500 rue University  
Bureau 7001  
Montréal (Québec)  
H3A 3S8

**Vérificateurs**  
**Raymond Chabot Grant Thornton, s.e.n.c.r.l.**  
Comptables agréés

**Inscription boursière**  
Bourse de Croissance TSX  
Symbole : ODS

**Cusip: 675848105**



## **SIÈGE SOCIAL**

Groupe Odesia inc.  
1155 University,  
Bureau 800  
Montréal (Québec)  
H3B 3A7

Téléphone: (514) 876-1155  
Télécopieur: (514) 876-9205  
[www.odesia.com](http://www.odesia.com)